

Guerre et démocratie : L'exemple de la guerre de 14-18

La Grande guerre fait l'objet d'études extrêmement nombreuses dès l'après conflit (étudiées dans le livre d'Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande guerre, un essai d'historiographie*, Point Histoire, 2004). Elle fait aujourd'hui l'objet de polémiques historiographiques très lourdes qui font écho à une réflexion épistémologique plus large sur l'histoire et la mémoire, l'histoire et les témoignages oraux. Elle montre aussi comment les historiens abordent aujourd'hui le temps court, l'événement, intégré à un temps plus long, le siècle ou au moins le demi-siècle, et intègrent l'apport d'autres sciences sociales comme l'anthropologie pour faire une étude de la guerre centrée non plus sur le récit des batailles mais sur l'homme au cœur des violences de guerre. C'est une histoire de l'homme, des hommes dans la guerre, de leurs liens avec le commandement, la famille, les autres, leurs souffrances, leurs peurs. Je vous propose dans le cadre du sujet qui est le nôtre aujourd'hui, *guerre et démocratie*, de saisir un moment de cet effroyable conflit, l'entrée en guerre, pour comprendre ce qui furent les enjeux de ce moment précis et comment les historiens tentent de le saisir par le biais de nouvelles sources.

Trois points :

L'entrée en guerre (rappel).

Les polémiques sur la question autour du concept de culture de guerre.

Ce qui est en jeu autour de ces polémiques.

L'entrée en guerre

Contrairement à la vulgate longtemps établie, l'entrée en guerre, en à peine une semaine de toute l'Europe, fut une immense surprise.

Rappelons que ce qui enclenche le processus est l'assassinat de l'archiduc héritier de l'empire austro-hongrois, François Ferdinand, le 28 juin 1914. Pour profiter de l'émotion les Austro-Hongrois auraient pu réagir très vite. Mais, malgré un accord immédiat de leur allié allemand, ils mirent presque un mois pour rédiger un ultimatum adressé à la Serbie le 23 juillet. Ce retard est dû à l'opposition hongroise le comte Tisza, qui redoutait non pas un conflit avec la Serbie mais ses conséquences, en particulier l'afflux massif du nombre de Slaves dans l'Empire, pour lui déjà trop nombreux. Il fallut 15 jours pour vaincre sa résistance. Prise de court la Russie n'aurait pas eu le temps de réagir, d'autant qu'elle n'était pas très enclin à s'engager dans un nouveau conflit dans les Balkans. Avec les jours qui passent l'état d'esprit change et l'indignation en Russie grandit quand la Serbie est menacée. D'autant que l'enquête prouve presque immédiatement qu'elle n'a rien à se reprocher dans l'assassinat du Duc. Alors qu'elle accepte tout ou presque de l'ultimatum autrichien, l'Autriche ne s'arrête pas là et rompt ses relations diplomatiques avec elle le 23 juillet et lui déclare la guerre le 28. Le Tsar après avoir longtemps hésité et changé plusieurs fois d'avis, se laisse arracher l'ordre de mobilisation générale le 30 juillet à 16 heures. Quoiqu'il en ait pensé, il ne peut résister à la pression des généraux, soutenus par le très vif nationalisme de la fraction de l'opinion publique qui pouvait se faire entendre, l'aristocratie, la bourgeoisie et même les classes populaires urbaines. L'irréparable est alors commis. Pour l'Etat-major allemand qui entre en scène et aussi pour l'opinion allemande, la menace russe fait figure d'un chiffon rouge. Et l'irréparable est d'autant plus commis qu'un conflit avec la Russie impliquait un conflit avec la France. Le plan Schlieffen, établi depuis une quinzaine d'années, pour éviter une lutte sur

deux fronts qui risquait de lui être mortelle, prévoyait que l'armée allemande devait d'abord éliminer l'armée française, ce qu'elle estimait pouvoir faire en à peu près 6 semaines, avant de se retourner contre l'armée russe réputée plus lente à se mobiliser. Depuis 1912, le président de la République, Raymond Poincaré avait décidé de tout subordonner au renforcement d'une alliance avec la Russie, et qui liait la France sans véritable contrepartie. La Russie venait de mobiliser sans en consulter la France. Mais la France avait-elle un autre choix, puisque le commandement allemand, incapable de mettre en place un autre plan, refusa de se plier au souhait de Guillaume II, qui le 28 juillet, aurait voulu que soit suspendue l'attaque contre la France, il jugeait la guerre austro-serbe injustifiée à la suite de l'acceptation presque complète de l'ultimatum par les Serbes. Le 1^{er} août presque à la même heure la France et l'Allemagne mobilisaient. Le 1^{er} l'Allemagne déclare la guerre à la Russie et le 3 à la France, mais dès le 2, les troupes allemandes ont pénétré au Luxembourg et sommé la Belgique de laisser passer ces divisions.

L'attitude des Anglais très en retrait pendant la crise changea avec l'envahissement de la Belgique. Le 4 août elle entre aussi dans le conflit.

Malgré des négociations fiévreuses, des centaines de télégrammes d'une capitale à l'autre, rien y fit. La guerre commençait.

Pour les causes de la guerre je renvoie aux livres nombreux édités dernièrement du fait de la question d'histoire contemporaine au CAPES notamment *les sociétés en guerre, 1911-1946*, collectif, Armand Colin, 2003. PH Burrin, A. Prost, JJ Becker...

Le contexte européen de darwinisme social : mécanisme de sélection appliquée aux relations internationales et conduit à une acceptation du risque de guerre (on voit le côté positif de cette sélection, rajeunissement de la population par la guerre, régénération et changement des élites). Cette vision déforme la vision de la réalité chez les dirigeants allemands. Peur de la Russie qui grandit sans cesse. L'axiome de la lutte finale entre le slavisme et le germanisme conduit les dirigeants allemands à voir dans le conflit austro-serbe un enjeu vital pour la survie de l'Allemagne. D'autant que la notion de « grande puissance » entre en jeu. Les dirigeants allemands ont peur d'être considérés comme des « mous ». La presse qualifiait Guillaume de « timide, valeureux poltron ». Les blessures narcissiques sont alors ressenties d'autant plus douloureusement.

L'histoire de la Première guerre mondiale illustre parfaitement le bien-fondé de la formule inscrite dans le Préambule de la constitution de l'Unesco : « Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes ».

Il faut donc tenter de comprendre l'état d'esprit de l'époque pour saisir l'émergence du drame. Mais ce sujet est aujourd'hui enjeux de lourdes polémiques.

Les polémiques autour de la question de la culture de guerre

Une polémique a vu le jour depuis quelques années entre l'équipe de chercheurs de l'histoire de Péronne (Stéphane Audoin-Rouzeau, Anette Becker, Jean-Jacques Becker, John Horne, Christophe Prochasson ...) et un historien montpelliérain Frédéric Rousseau tour du concept de culture de guerre, en particulier du consentement des soldats. Les uns sont partisans du fait que la culture de guerre expliquerait le consentement des soldats. Frédéric Rousseau lui réfute totalement cette perspective.

Qu'est-ce que l'on entend par « culture de guerre » :

Le concept réunit toutes les représentations forgées avant, pendant, après le Premier conflit mondial, héroïsation, démonisation de l'ennemi jusque dans la littérature et les jouets pour enfants, association de la foi patriotique et de la foi en Dieu, degré d'adhésion des combattants à ces valeurs collectives (consentement ou contrainte), usure des mobilisations

initiales, diversité des raisons de combattre et de tenir (patriotisme, défense du sol et du foyer, camaraderie des tranchées) et valeur des témoignages utilisées.

La question qui agite donc les historiens est donc très simple :

Pourquoi les combattants ont-ils tenu ?

Cette question n'est pas centrale pour les historiens anglo-saxons, mais elle tient lieu dans le débat français une place centrale depuis une petite dizaine d'années.

Pour Stéphane Audoin-Rouzeau et Anette Becker (2000) la culture de guerre donne au conflit sa signification profonde (lutte contre le barbare, sentiment national, haine contre l'autre) et permet le consentement. Etroitement liée à la violence qui l'explique et qu'elle explique, dans une sorte de causalité circulaire, cette culture de guerre est une grande poussée venue d'en bas, beaucoup plus que le produit d'institutions comme la presse, le gouvernement...

Elle aurait unifiée l'ensemble de la nation, front et arrière solidaire, pendant la durée du conflit et ainsi assurée la victoire, ce qui lui donne une place centrale et éminente dans l'interprétation de la guerre.

Pour ces historiens les défections furent marginales, les désertions minimales ainsi que les mutineries. En fait la guerre de 14 serait une sorte de croisade exterminatrice.

D'autres historiens au contraire, Rémy Cazals et Frédéric Rousseau (*Histoire des combattants européens*, 1999), ont souligné le réseau des contraintes entre lesquelles les combattants étaient tenus : le poids des autorités, la crainte des gendarmes et des conseils de guerre, dont la main savait être lourde. La force de l'attente de l'arrière. Le patriotisme ne pèse guère dans l'analyse : les combattants ont tenu parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, parce qu'ils étaient obligés de tenir. Pour eux ce n'est pas la question du consentement qu'il faut poser mais bien celle de l'obéissance. Et la défense de la thèse du consentement s'accompagne d'une occultation systématique des contraintes imposées aux combattants. Pourtant à l'oppression subie à l'avant s'ajoute la pression de l'arrière. « Imagine-t-on le regard des parents, de l'épouse, des enfants, des voisins, pour le cas où un déserteur aurait réussi à passer les lignes, les barrages des gendarmes, les contrôles de police et à rentrer dans son village ? Était-il si facile de désertir pendant cette guerre ? ». (*14-18, le cri d'une génération*, p. 145). Il apparaît donc une multitude d'autres facteurs que le sentiment national pour expliquer la longue ténacité des poilus. Parmi ceux-ci le lien maintenu avec l'arrière, par la correspondance et les permissions, est souvent cité. Il ne faut pas la sous-estimer mais dans la correspondance, la guerre vécue, réelle, est souvent tue ; il y circule largement une guerre mythique qui permet aux uns et aux autres de supporter l'insupportable. Il faut ajouter l'esprit de camaraderie, le poids du sens du devoir, celui de la culture de l'obéissance. Y intégrer aussi la culture de l'époque sur le partage des tâches entre femmes et hommes : bien peu contestent ouvertement le fait d'être à l'avant, alors que les femmes demeurent à l'arrière. Mais si les combattants ont tenu c'est parce qu'ils n'avaient pas le choix. Beaucoup de sources le montrent comme Norton Cru, Eugène Lemerrier (*Lettres de guerre*, 1916), Jean Pottecher (*Lettres d'un fils*, 1926), Georges Bonnet (*L'âme du soldat*, 1917).

La querelle est donc vive qu'on en juge :

« Le chercheur doit-il s'interdire d'exploiter certains témoignages au prétexte que tel ou tel auteur avait tel ou tel engagement politique avant et pendant la guerre ? Doit-il en disqualifier d'autres au prétexte qu'après guerre l'évolution personnelle de leurs auteurs ne correspond plus aux canons actuels du politiquement correct ? ». (R. Cazals, F. Rousseau, *14-18, le cri d'une génération*, p. 149).

Des enjeux épistémologiques derrière cette querelle

Premier enjeu : la question des sources. Certains historiens écartent des témoignages que les autres jugent décisifs. Après Hayden White et le *Linguistic turn*, après Alain Corbin et l'histoire des représentations, on sait qu'il est impossible de prendre les témoignages à leur valeur faciale sans s'interroger sur la façon dont ils sont structurés, préformés par les visions de leurs auteurs. L'histoire intime des combattants passe par une réflexion sur la construction même des témoignages sur lesquelles elle repose.

Deuxième enjeu : la réflexion que les historiens mènent sur les acteurs dans l'histoire. Acteur temps, acteur espace, acteur événement, et donc ici surtout acteur homme au singulier et au pluriel. Quelle place donner à l'homme dans un destin plus global en particulier des guerres. Quelle marge de manœuvre, quelle inflexion du cours de l'histoire ? On peut renvoyer cette réflexion au renouvellement de l'approche de l'histoire politique et culturelle depuis maintenant une petite trentaine d'années.

Troisième enjeu et il est en lien direct avec le sujet, guerre et démocratie. Les historiens dans leurs recherches notamment sur la logistique de la guerre permet de rendre compte du glissement de l'historiographie, qui voit dans le mode de collaboration des élites militaires et politiques la clé du développement d'initiatives stratégiques pendant la guerre. Les raisons de l'arrivée au commandement de Pétain ont été analysées par Guy Pedroncini en 1974 : le remplacement de Nivelle n'est pas seulement une conséquence de l'échec du Chemin des Dames, mais aussi le résultat de profonds conflits politiques qui n'ont pas été étouffés par la guerre (Voir Becker). C'est aussi le thème du livre plus récent de Fabienne Bock (2002) sur le parlementarisme de guerre, où elle montre l'affirmation progressive d'un droit de regard des législateurs en matière stratégique, tactique et opérationnelle. Le travail de ces commissions parlementaires, leur rôle dans le développement par exemple de l'artillerie lourde, dont les services du ministère de la guerre sous-estimaient l'importance, suggèrent que le déplacement du pouvoir des assemblées législatives à l'exécutif, et du pouvoir civil au pouvoir militaire, qui s'est produit dans la plupart des pays belligérants, a été efficacement contrecarré en France, et par des moyens qui avaient une signification pour la façon dont la guerre était menée.

Plus globalement, sans écarter la dimension culturelle d'un conflit, les historiens de la Grande Guerre, réintroduisent les dimensions politiques et sociales, en interrogeant la problématique de l'Etat en guerre, notamment sa dimension disciplinaire.

Frédéric Rousseau pose ainsi la question :

Comment appelle-t-on généralement un régime qui surveille sa population y compris dans sa vie privée, qui se préoccupe de la moralité des femmes, qui embrigade toute une société, enfants compris, qui mobilise tous les hommes et les maintient au front par la menace de mort, qui censure, interdit et sanctionne toute expression déviante, qui abreuve ses citoyens d'une propagande omniprésente ? Disons-le : durant cette guerre, les sociétés européennes ont été sous l'emprise de régimes d'oppression annonçant les totalitarismes du siècle ; à certains égards on pourrait les qualifier de prot-totalitaires. Jamais, dans aucun pays, les différents services de l'Etat, plus particulièrement la police, la gendarmerie et l'armée n'avaient accumulé autant de pouvoir sur les citoyens, ni atteint ce degré d'efficacité dans le contrôle de la société tout entière... Au-delà de l'histoire de la Première guerre mondiale, cette réalité doit aussi nous inciter à réfléchir sur la place, le rôle, le statut de l'institution militaire au sein des sociétés démocratiques d'aujourd'hui. Comment concilier devoir de défense et citoyenneté ? ». (*Ibid*, p 155).

Si les sociétés ont subi pendant cette guerre une profonde brutalisation, les pouvoirs d'Etat n'y ont certainement pas échappé.

Vous le voyez la polémique déclenchée permet de situer quelques enjeux qui vont bien au-delà de simples querelles historiographiques mais bien sur les fondements même de ce qu'est l'histoire et revoie à la question que l'on se pose aujourd'hui.